



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
Direction de la coordination et
de l'appui territorial**

ARRÊTÉ DCAT/BEPE/n° 2024- 274

du 13 DEC. 2024

**mettant en demeure la société Neutraval de respecter des prescriptions d'exploitation
pour son installation à Talange**

Le préfet de la Moselle
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment son article L.171-8 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Laurent Touvet, préfet de la Moselle ;

Vu l'arrêté DCL n°2023-A-05 du 6 février 2023 portant délégation de signature de M. Richard Smith, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

Vu l'arrêté préfectoral DCAT/BEPE/n°2023-104 du 27 avril 2023 portant autorisation environnementale relative à l'exploitation par la société NEUTRAVAL d'une unité expérimentale de traitement des déchets amiantés sur le territoire de la commune de Talange ;

Vu le rapport du 30 août 2024 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées, faisant suite à sa visite du 30 mai 2024 de la société Neutraval ;

Vu le courrier et le projet d'arrêté préfectoral portés à la connaissance de l'exploitant le 16 octobre 2024 ;

Vu les observations de l'exploitant du 21 octobre 2024 ;

Considérant que le point 2.4 de l'arrêté préfectoral du 27 avril 2023 susvisé stipule :
« L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air sur les paramètres suivants : Paramètres – Amiante /Fréquence - Une mesure avant le démarrage de l'activité - Une mesure un mois après le démarrage de l'activité - Puis fréquence annuelle. L'exploitant transmet à l'inspection, dans un délai de trois mois après signature du présent arrêté, une étude déterminant les modalités de la surveillance des effets sur la qualité de l'air, notamment la méthode de mesure et les points de mesures ; ceux-ci sont au minimum de trois et prennent en compte les vents dominants et les zones urbanisées les plus proches. La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu sur le site de l'établissement ou dans son environnement proche. »

Considérant qu'il a été constaté, lors de la visite du 30 mai 2024, que l'exploitant n'a pas mis en place de surveillance des effets des rejets sur la qualité de l'air ;

Considérant en conséquence que les dispositions de l'article 2.4 de l'arrêté préfectoral du 27 avril 2023 susvisé ne sont pas respectées ;

Considérant que ces manquements sont de nature à engendrer des risques pour les intérêts protégés visés à l'article L.511.1 du code de l'environnement ;

Considérant les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ;

Après échange contradictoire avec l'exploitant ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Moselle,

ARRÊTE

Article 1

La société Neutraval, dont le siège social est situé rue de Zinswiller à Oberbronn (67110), est mise en demeure, pour l'exploitation de son installation située rue du canal – 57525 Talange, de respecter, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 2.4 de l'arrêté préfectoral du 27 avril 2023 susvisé.

Article 2

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.


Article 3

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société Neutraval.

Une copie du présent arrêté est transmise pour information au maire de Talange.

Fait à Metz, le **13 DEC. 2024**

Pour le préfet,
Le secrétaire général,


Richard Smith

Délais et voies de recours :

« En vertu de l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée».

Le recours peut également être déposé par voie dématérialisée via l'application « télérecours citoyens » depuis le site <http://www.telerecours.fr/>